

Service : Brigade de l'Environnement

**PARC DU CAPELAN  
ASSOCIATION OMCAL  
PIQUE-NIQUE FIN D'ANNEE**

Nous, Jean-Paul Joseph, Maire de Bandol,  
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2212-1, L 2212-2  
Vu l'arrêté Préfectoral du 25 février 1980 portant Règlement Sanitaire Départemental,  
Vu l'arrêté municipal en date du 21 février 1986 portant sur la réglementation générale de l'occupation du domaine public,  
Vu l'arrêté municipal n° 1367 en date du 15 octobre 2013, réglementant la police des espaces verts de la commune.  
Vu la demande en date du 21 juin 2017 de l'association « Omniclub Culture Animation Loisirs » de Bandol, représentée par sa présidente – Madame LANFRANCHI Maryse – 144 avenue de La Méditerranée 83 150 Bandol – Tel 06 32 69 29 96 -  
Considérant qu'il nous appartient de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la tranquillité, la salubrité et la sécurité à l'occasion de cette manifestation.

**- A R R E T O N S -**

**ARTICLE 01** : Pour permettre le pique-nique de fin d'année des membres du cours d'italien, la mairie de Bandol autorise l'association « Omniclub Culture Animation Loisirs » l'occupation d'une partie du parc du Capelan le :

**Vendredi 23 juin 2017 de 11h00 jusqu'à 17h00.**

A cette occasion, les participants sont autorisés à circuler et à stationner dans l'enceinte du parc du Capelan, sous réserve de laisser libre les aires de jeux pour enfants et toute installation accueillant du public et de ne pas gêner la circulation des piétons. Les conducteurs veilleront à ne pas troubler l'ordre, la tranquillité et la sécurité publique.

**ARTICLE 02** : Chaque intervenant se chargera de s'assurer dans sa catégorie de prestations, auprès de sa compagnie d'assurance et s'engage à fournir à la mairie de Bandol son attestation.

**ARTICLE 03** : L'association sera attentive à la propreté durant cette manifestation et s'engage à rendre le parc du Capelan dans l'état qui lui a été confié. Elle sera tenue responsable de tous incidents, accidents et dégradations qui pourraient survenir du fait de leur manifestation.

**ARTICLE 04** : Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon – 5, rue Racine - BP 40510 - 83041 TOULON CEDEX 09.

**ARTICLE 05** : Monsieur le Directeur Général des services, Monsieur le Commissaire de la Police Nationale, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché, publié selon la législation en vigueur et notifié à l'intéressé



Fait à Bandol le **23 JUIN 2017**

Jean-Paul JOSEPH  
Maire de Bandol